

**La Poste.** Après le refus par les sénateurs de la motion référendaire, quelles perspectives pour le mouvement qui a porté la pétition ?

la Marseillaise-Arles,  
28.11.09, www.laicite.biz

# Pétition, cartes postales et maintenant le débat citoyen

■ En réponse à la votation citoyenne du 3 octobre, le Sénat n'a pas adopté la proposition de motion référendaire présentée par l'ensemble des élus de la gauche. Le collectif La Poste repart donc en campagne pour que les 2,3 millions de signatures récoltées par la pétition ne restent pas lettre morte. Déjà, près de 5 millions de cartes postales demandant un référendum ont été directement adressées au Président de la République. Localement, la mobilisation cherche et trouve de nouveaux espaces d'expression.

Vendredi soir, une délégation du collectif arlésien a répondu à l'invitation du député de la 16ème circonscription Michel Vauzelle. L'élu est l'initiateur d'une pétition signée par 220 parlementaires qui vise l'inscription dans la Constitution d'une charte des services publics.

Mercredi 4 novembre, le même jour où la motion était présentée devant le Sénat, le président de Région était à Marseille devant 700 personnes, au Dock des Suds où était réuni l'ensemble des responsables associatifs, syndicaux et politiques du collectif La Poste. La réunion a permis de réfléchir aux suites d'un mouvement qualifié de « bataille à caractère unitaire sans précédent » par Jean-Luc Botella, secrétaire CGT des postiers.

## L'appel à la protection citoyenne

« L'opposition parlementaire ne peut rien toute seule, il faut donc un soutien citoyen » a dit en substance Michel Vauzelle à la délégation tournante du collectif arlésien. « Actuellement il n'y a pas de contre-pouvoir » rappelle François Otto de la LDH.



Sur Arles une quinzaine d'organisations a coordonné la votation citoyenne

« Avec la pétition on avait fait le boulot à leur place, maintenant ils prennent leurs responsabilités » se réjouit Mireille Geoffroy représentant Attac. À l'unanimité des 5 représentants CGT, FSU, PG, LDH et ATTAC reçus à la permanence arlésienne du député, la rencontre « va dans le bon sens ».

L'entretien qui a duré 45 minutes a permis d'aborder l'essentiel des sujets de mécontentement.

« Le député a fait le même constat d'une méprise gouvernementale et d'un problème d'écoute » commente le délégué CGT des postiers arlésiens Bruno Leclerc. « Ce n'est pas une histoire de droite ou de gauche » renché-

rit Claire Billès de la FSU. « M. Vauzelle a parlé d'une dynamique à multiplier, pour que le peuple porte l'action parlementaire ». Cela faisait longtemps qu'un mouvement de lutte n'avait pas démontré un tel besoin de cohésion entre élus et administrés. « L'hiver sera chaud » annonce Bruno Leclerc. « Les postiers ne gagneront pas sans des actions conséquentes. La riposte est en construction ».

Le mécontentement monte en puissance. Dire cela est devenu un poncif depuis que Nicolas Sarkozy est au pouvoir, mais selon Claire Billès la politique spectacle du Président finira par lasser : « Chaque jour connaît

sa mesurette et d'autres projets comme la réforme des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle lui mettent tout le monde à dos ». Pour Alain Pagliano (PG) le mouvement La Poste n'est « qu'un début ». « Le pouvoir est en difficulté, affaibli ; La Poste est peut-être le déclencheur d'autre chose ! » lance, déterminé, le représentant CGT.

SEBASTIEN BESATTI

▲ Le collectif contre la privatisation de La Poste organise vendredi 20 novembre un débat public qui fera suite à la projection d'un documentaire sur La Poste